



Edito

UN PATRONAT AUX ANGES AVEC CE GOUVERNEMENT

C'est ce qui ressort des témoignages pendant les universités du Medef (rebaptisé LAREF depuis quelques années) de fin août. Rien de nouveau sous le soleil mais cette année, la liesse était plus perceptible et plus exacerbée. Entre les applaudissements à tout rompre, les sourires et les rires à se faire exploser les oreilles, une décontraction affichée et assumée, tous les voyants étaient au vert pour pouvoir être sur un petit nuage. On se serait cru sous le gouvernement Sarkozy et dans une moindre mesure sous Hollande mais là, "le pognon de dingue" et le "quoi qu'il en coûte" avaient fait leurs effets et étaient encore euphoriques dans les veines capitalistes.

Des ministres qui défilent les uns après les autres n'apportant que d'excellentes nouvelles pour le monde feutré des possédants, des patrons qui n'ont plus rien à quémander, qui se retrouvent presque dépourvus de demandes et qui ouvrent les bras pour accumuler l'argent public (le nôtre). Des témoignages qui rendent hommage à Dieu, surtout au Dieu Macron et son apôtre Le Maire, c'était ça la grande messe de l'hippodrome de Longchamp 2021.

Macron qui participe activement aux rencontres de l'Union des Entreprises de Proximité (U2P ex

UPA), le Medef de l'artisanat, qui promotionne et vante son plan de relance comme Le Maire l'avait fait avant lui devant les patrons du Medef, qui annonce que les artisans, commerçants pourront bénéficier du chômage, à certaines conditions, alors qu'ils ne cotisent pas, c'est une honte, un scandale de plus après le passage du RSI au régime général.

Si la crise est une opportunité de casse sociale, le plan de relance est une aubaine sans précédent depuis la période de reconstruction du pays, le patronat le sait. Et en parlant du plan de relance, nous pouvons parler d'opacité, de copinage et de clientélisme. Pourquoi ?

Recevabilité des appels à projet, consultation des dossiers, commission d'attribution des aides, nous ne savons pas qui décide et surtout, cela se passe sans l'intervention des salariés. La supervision du préfet de Région, du préfet dédié au plan de relance, du président de Région, de France Relance et des préfets des départements qui font du lobbying pour le compte des patrons et de la baronnie locale laisse planer des doutes et des suspicions sur la sincérité des critères et des attributions.

.../...

Sommaire :

Edito - Un patronat aux anges ...	P. 1 & 2
Souscription UD	P. 2
Les retraités dans l'action les 1 ^{er} & 5 Oct.	P. 2
Tract UD - 5 Octobre 2021	P. 3 & 4
Retraites : ne pas croire le gouvernement	P. 5
Tract Syndicat Auxitrol	P. 6 & 7
Communiqué INDECOSA-CGT	P. 8



AGENDA

RASSEMBLEMENTS & MANIFESTATIONS

MARDI 5 OCTOBRE 2021

BOURGES : 10h00 - Place Séraucourt

VIERZON : 10h30 - Forum République

ST-AMAND : 10h30 - Place de la République

Manifestation jusqu'au Bureau de Poste - Rue Nationale

ST-FLORENT : 10h30 - Place de la République

-0-0-0-0-0-0-0-

FORMATION SYNDICALE UD

Programme 2ème Semestre 2021

- **CHS-CT** : 15 au 19 Novembre
- **CSE Prise de Mandat** : 22 au 26 Novembre

Pensez à déposer vos congés éducation un mois avant le stage et informez l'UD de votre participation.

Ce plan de relance distribue à tout va mais rien pour les salariés. Aucun coup de pouce à la revalorisation du SMIC au 1^{er} octobre, rien pour les aides sociales et les minima-sociaux et des négociations salariales au point mort. Et dans le même temps, des prix sur les produits de première nécessité qui flambent. La précarité énergétique va s'amplifier, le prix du carburant rend de plus en plus difficiles les déplacements domicile/travail, les paniers sont de plus en plus vides et de plus en plus chers, se loger est toujours aussi difficile.

Le plan de relance n'est pas que financier, il est également antisocial. Il est et restera à l'avenir le prétexte à de nouvelles restrictions budgétaires dans de nombreux domaines. L'argent que notre gouvernement dépense n'est pas gratuit, il n'y a aucune philanthropie dans le système capitaliste, le système financier n'aime pas les mauvais payeurs, il faudrait rembourser.

D'ailleurs le gouvernement et le patron, encore les mêmes, s'accordent et se relaient depuis des mois pour dire qu'une annulation de la dette, même partielle, serait un très mauvais signe donné par la France aux autres peuples européens. A-t-on demandé aux autres travailleurs ce qu'ils en pensaient ?

Ils ne parlent que de dettes publiques mais pas de la dette privée. Cette dette est une bulle qui explosera un jour, elle est détenue par les entreprises et les banques. Elle a grossi à vue d'œil avec les prêts garantis par l'Etat accordés ces derniers temps. Elle explosera un jour comme toutes les bulles. Et qui paiera ? On le sait déjà.

Le moral en a pris un coup mais nous devons être combatifs et faire vivre nos propositions pour sortir de ces crises, nous en avons les moyens.

Préparer le 5 octobre comme une première étape du rapport de forces.

Bon courage !

Sébastien Martineau
Secrétaire Général



SOUSCRIPTION UD

DERNIERE LIGNE DROITE ...

Il reste quelques jours pour proposer et «placer» les carnets de souscription de l'Union Départementale.

A ce jour, seulement 179 carnets sur les 972 répartis nous ont été réglés.

**Nous insistons pour que toutes nos structures
s'impliquent rapidement
pour un tirage impératif le 18 OCTOBRE 2021**

*Pensez à apporter les billets vendus et invendus avant le 15 octobre
(dernier délai)*

Il s'agit d'un acte militant et nous savons pouvoir compter sur vous pour sa mise en œuvre et sa réussite.

Les résultats seront publiés dans le prochain bulletin de l'UD.

Bon courage et salutations fraternelles.

La Trésorière de l'UD
Isabelle BERTRAND

Le Président de la CFC de l'UD
Michel CHOLLET

Les retraités dans l'action les 1er et 5 OCTOBRE

Bien vivre sa retraite, une exigence !

Ce dernier trimestre, septembre, octobre, novembre, est une période clé pour les retraité(e)s, le gouvernement va faire voter le budget de financement de la Sécurité sociale et la loi de finances 2021.

2 actes politiques qui vont fixer le seuil minimum de nos pensions et de nos revalorisations : 2021 : 57 milliards pour les géants du CAC 40. Des miettes pour les retraités, à peine le prix d'une baguette.

Ça ne peut pas continuer, il faut que ça change !!!

Le 1er octobre, mêlons-nous de nos affaires !

EXIGEONS

- une augmentation des pensions et des retraites
- une Sécurité sociale de haut niveau, des services publics en nombre et en proximité

OUI à une loi de finances 2021 qui prenne en compte les exigences des retraité(e)s,

OUI à un budget pour une Sécurité sociale intégrale, solidaire, universelle et démocratique avec un financement à 100 % par les cotisations sociales.

C'est juste et c'est possible. OUI nous avons des exigences pour nous et nos familles.

Le 5 octobre, j'ai toutes les raisons d'agir

Ma retraite, je l'ai gagnée ; mon droit au bien vieillir, je le revendique ; mes revendications, je les défends.

RASSEMBLEMENTS le 1er OCTOBRE

- ➔ **BOURGES : 10h30 - Place Séraucourt - devant l'ancienne Maison de la Culture**
- ➔ **VIERZON : 10h30 - devant la Sous-préfecture**
- ➔ **ST-FLORENT : 10h30 - Place de la République**
- ➔ **ST-AMAND : 10h30 - Place de la République**

Grève et Manifestations

le 5 OCTOBRE 2021

SALAIRE

Exigeons et battons-nous pour des hausses conséquentes, pour des salaires pour vivre et non survivre. Nos salaires doivent être le reflet de notre production physique ou intellectuelle, **le reflet de la richesse que nous produisons** et non l'aumône que le patronat "consent" à nous donner.

EMPLOI

- ⇒ **Exigeons** la fin des suppressions d'emplois et des plans de licenciements.
- ⇒ **Exigeons** des emplois sous convention, avec des droits qui protègent et respectent les qualifications des salariés.
- ⇒ **Exigeons** le plein emploi partout et arrêtons les temps partiels imposés.



SANTÉ

Ce qui arrive depuis 1 an et demi est les conséquences de décennies de politiques d'austérité en matière de santé publique.

Les baisses successives des budgets hospitaliers, les rigueurs budgétaires ont entraîné et entraînent toujours actuellement des fermetures de services, de lits, les sous embauches, les non-remplacements et la privatisation des soins. L'hôpital public est malade. **Les personnels sont en sous-effectifs** depuis des années et les conditions de travail sont de pire en pire, la crise n'a rien arrangé. Il faut tirer les leçons maintenant et donner de réels moyens pour un accès aux soins de qualité partout sur notre département, pour tous.

CHÔMAGE

La réforme de l'assurance-chômage nous concerne tous de près ou de loin. Son application va ajouter de la pauvreté à la précarité. Elle va plonger des milliers de personnes dans des situations sociales extrêmement graves. **Nous devons exiger l'abrogation de cette loi.**

RETRAITE

Les retraités ne sont pas des "nantis" des "privilégiés". Ils ne sont pas un coût mais une richesse pour la société. Le gouvernement et le patronat ont toujours à l'idée de nous faire travailler plus. **C'est non ! Il faut travailler moins et tous.**

Les régimes particuliers ont une histoire. Ils sont le reflet de compensations le plus souvent salariales, de mauvaises conditions de travail, etc... Gardons-les.

Il faut augmenter les taux de cotisations pour conforter l'ensemble de notre Sécurité Sociale et les régimes de retraite. Baisser les cotisations, c'est anéantir nos régimes.

Battons-nous pour le maintien de notre régime par répartitions, seule garantie d'un système qui ne passe pas par l'"industrie financière".



INDUSTRIE Services Publics

Exigeons la relocalisation des productions.

La crise sanitaire montre l'absurdité des délocalisations. Des fabrications, des productions ont été arrêtées faute de pièces, qui étaient auparavant produites ici, et qui viennent maintenant du bout du monde.

L'industrie ici est vitale pour une économie qui réponde aux besoins.

Le service public est un dispositif essentiel pour le maillage et le désenclavement des territoires ruraux.

Nous exigeons le maintien et l'arrêt des restructurations, le développement et la réouverture de tout ce qui a pu disparaître depuis des années.

Les services publics vont de pair avec les relocalisations.

Les services publics, les fonctionnaires ne sont pas un coût mais une richesse et une chance pour chaque citoyen.



LE MARDI 5 OCTOBRE 2021 RASSEMBLEMENTS & MANIFESTATIONS

BOURGES

10 H 00

PLACE SÉRAUCOURT

VIERZON

10 H 30

FORUM REPUBLIQUE

SAINT-AMAND

10 H 30

PLACE DE LA RÉPUBLIQUE

MANIFESTATION JUSQU'AU BUREAU DE POSTE - RUE NATIONALE

SAINT-FLORENT

10 H 30

PLACE DE LA RÉPUBLIQUE

**TOUS
à la
manif !**

RETRAITES : NE PAS CROIRE LE GOUVERNEMENT

Après avoir annoncé vouloir mettre fin aux régimes "spéciaux" et instaurer un minimum de pension à 1.000 €, Macron a fait marche arrière voilà quelques jours en expliquant que ce n'était pas le moment, qu'il y avait des sujets plus urgents dans la période. Derrière cet épisode, il faut y voir une manœuvre politique puisque la campagne des présidentielles a déjà débuté.

Le premier ministre et le "monsieur retraites" du gouvernement ont enfoncé le clou pour bien réaffirmer que les priorités étaient tout autres. Il est vrai que l'arrosage massif d'argent public au patronat prend beaucoup de temps et d'énergie.

Mais rien n'est jamais figé en politique comme ailleurs, et plus particulièrement en matière de destruction des droits sociaux, les travailleurs ont malheureusement une expérience très amère. Vouloir s'attaquer aux retraites est un pari risqué puisque mobilisateur socialement, quel que soit le contexte. C'est un pari glissant, à quelques mois d'échéances électorales. Dans le même temps, vouloir s'attaquer aux régimes "spéciaux" et non à l'ensemble des régimes, prouve encore une fois, la mise en œuvre d'une opposition et d'un éclatement dans la société, comme s'il ne l'avait pas suffisamment fait exploser, comme ont pu le faire également ses prédécesseurs. Opposer les soi-disant privilégiés aux autres salariés revient à nier l'histoire des conquies sociaux dans ce pays. Refaire l'histoire, la travestir ou encore s'en foutre est devenu un passe-temps pour certains.

Quand nous disons plus haut que rien n'était gravé dans le temps et dans les annonces, nous apprenons lundi 20 que Macron a encore une fois changé d'avis, qu'il va faire des annonces dans les prochains jours. Bon, pas sur tout, juste le régime par points. Cette mesure avait mobilisé fortement au mois de décembre 2019. Un ministre le dit "trop illisible, trop anxiogène". On avait prévenu mais ce n'est pas seulement ce qu'on reproche au système par points.

Par contre, il veut défendre trois mesures qui doivent être compatibles avec son électorat de droite comme de gauche : la fin des régimes "spéciaux", le recul de l'âge de départ et l'augmentation du "minimum de pension". Nous ne reviendrons pas sur notre opposition totale aux deux premières mais intéressons-nous à la troisième.

Nous avons déjà eu une annonce de la sorte voilà quelque temps et nous avons déjà porté une analyse dans un bulletin. Ce minimum serait de 1.000 € et serait financé par les deux premières mesures, Macron serait un Robin des Bois, il prendrait aux "riches" pour donner aux pauvres. Attention, cette équation risquerait d'être populaire et il faudrait ajuster nos arguments mais nous en sommes capables, pas de doute la dessus. Ça montre également que l'argumentaire qui nous dit que les régimes spéciaux coûtent cher au régime général et à l'Etat pour leurs compensations ne tenait pas et ne tient toujours pas.

Ce minimum ne serait pas pour les retraités actuels mais pour les nouveaux puisque la mesure aurait un coût jugé trop important. Là aussi les divisions et les différences de traitement sont les règles. C'est vrai que de voir des retraités vivre mieux tout de suite est un moment insupportable pour les détenteurs du capital.

Pour finir, nous pensons qu'il faut faire très attention à ce que ces 1.000 € ne deviennent pas la règle pour tous, comme l'est depuis des années le SMIC. Cette partie serait le fruit des richesses créées pendant notre temps au travail et le reste pourrait venir de la capitalisation. Cela pourrait s'apparenter à un panier de retraites comme il existe le panier de soins.

Faisons du 5 octobre une première étape de la construction d'un rapport de forces durable pour l'intérêt général.

& La maxime du mois &



**DIEU SE RIT TOUJOURS DES HOMMES
QUI SE PLAIGNENT DES CONSÉQUENCES
QUAND ILS EN APPROUVENT
ET CHÉRISSENT LES CAUSES.**

JACQUES-BÉNIGNE BOSSUET



LE SALAIRE DE LA SUEUR POUR LA RELANCE DES PROFITS

Chers (es) collègues,

Suite au dernier CSE du 30 Août 2021, la Cgt se pose beaucoup de questions sur l'avenir ainsi que sur la dégradation de nos conditions de travail à venir.

Avons-nous les ressources nécessaires pour être opérationnels face au marché qui redémarre un peu plus vite que prévu ? Nous avons de gros doutes !

La Cgt s'était positionnée pour le maintien des savoirs et savoir-faire par la formation suite au PSE mais la Direction n'a pas souhaité anticiper la reprise et est restée sur la vision pessimiste et le scénario catastrophe fixés par le cabinet d'études américain **Aéro Dynamic Advisory** avec une sortie de crise à l'horizon 2025. Elle s'est complètement désengagée de la formation du personnel en utilisant l'activité partielle plutôt que les outils à disposition quand tous les secteurs de l'industrie, sauf l'armement, ont été frappés par la crise à partir de mars 2020 et que la machine était à l'arrêt.

La Direction s'est beaucoup concentrée sur les départs et ne s'est pas préoccupée des salariés qui sont restés sur site.

Aujourd'hui, force est de constater que le 4 pages que nous avons rédigé le 18 janvier 2021 s'avère en totale corrélation avec la situation que nous vivons.

Les conditions de travail se dégradent au fil des mois et une pression certaine s'installe dans tous les secteurs, dû au manque de ressources de personnel formé, et de personnel tout court ! Nous devons combler les retards et les nouvelles commandes avec une centaine de personnes en moins, sans compter la soixantaine d'intérimaires formés avant la crise et auxquels la Direction a bien évidemment donné congé (PSE oblige).

La Direction a déjà imposé la reprise des heures supplémentaires depuis juin et prévoit le rappel d'intérimaires dès le mois d'octobre. Pour le mois de juillet, nous sommes à 2800 heures sup tous secteurs confondus et cela n'a pas fini d'augmenter. Il est hors de question que nous travaillions 50 heures par semaine comme cela a été évoqué par certains managers, même si le Code du Travail fixe la durée journalière maximale à 10 heures. Nous rappelons à la Direction qu'elle est de 48 heures par semaine et de 44 heures en moyenne sur une période de 12 semaines consécutives (sauf dérogation ou cas exceptionnel). Nous n'imaginons pas la Direction faire une telle demande auprès de la DIRECCTE et encore moins

que celle-ci accède à cette requête. Si tel était le cas, il faudrait se poser beaucoup de questions sur la relation entretenue entre le patronat et l'inspection du travail censée défendre et protéger l'intérêt des salariés.

En ce qui concerne la prime MACRON, bien qu'elle ne soit pas du salaire tout comme l'intéressement et la participation, que la position de la Cgt est basée sur une hausse conséquente des salaires, la reconnaissance des diplômes et des qualifications, nous ne pouvons faire l'impasse sur ces modes de rémunération qui permettent aux salariés une réelle augmentation de leur pouvoir d'achat, et de relancer la machine économique.

La Direction n'entend rien céder et campe sur ses positions : **c'est à dire rien du tout**, avec pour argument que le fait de distribuer de l'argent ne motiverait pas forcément le personnel et ne réglerait pas tous les problèmes !

Il est totalement inacceptable de tenir de tels propos. Nous ne travaillons pas pour la gloire, mais bel et bien pour l'argent et pour pouvoir vivre dignement de son salaire.

Petite question à la Direction : est-ce que les cadres dirigeants sont prêts à renoncer à leurs primes ? La réponse, nous la connaissons tous...

L'épanouissement par le travail pourrait s'entendre dans un monde parfait, ce qui est loin d'être le cas. L'intégration et la reconnaissance au travail passent-elles par l'aliénation de l'individu ? Nous ne le pensons pas et ne le penserons jamais, même si le capital en rêve.

Après les mesures financières outrancières dont ont bénéficié certaines personnes lors du PSE, car la Direction n'a pas voulu mettre de plafond sur la prime supra légale, nous attendons avec impatience le rapport SYNDEX sur le bilan social pour voir le montant de l'enveloppe distribuée à quelques personnes sous forme "d'incentive" pour l'année 2021.

Prochain rendez-vous pour les NAO 2022 qui vont débiter en octobre et qui risquent d'être très houleuses si la Direction ne veut rien lâcher.

La Cgt ainsi que l'ensemble du personnel souhaitent bonne chance à la Direction pour motiver les troupes dont le moral est au plus bas suite à l'annonce du non versement de la prime MACRON !

Pour le syndicat Cgt Auxitrol,
le 14 septembre 2021



Communiqué INDECOSA-CGT

Montreuil, le 20 septembre 2021

Hausse du prix de l'énergie ! Pourquoi est-elle intolérable ? Ce que nous revendiquons.

Le tarif réglementé de vente de gaz réservé à Engie, qui concerne encore un tiers des 10,7 millions d'abonnés, a été relevé de 9,96 % au 1er juillet et de 5,3 % au 1er août, sur proposition de la Commission de régulation de l'énergie (CRE). Sur le marché de gros de l'électricité, le mégawattheure pour fourniture en 2022 approche 80 euros, alors qu'il n'a été que de 46 euros en moyenne en 2020. L'électricité a encore augmenté de 0,48 % en août, après + 1,93 % en février et deux augmentations plus fortes en 2020.

Avant août 2000, le prix du KWh était proposé par le gouvernement et mis en débat au parlement. Il était indexé sur le coût de revient (production, transport, distribution) du KWh réalisé par un Epic (Etablissement public et Industriel et Commercial) : Edf et Gdf.

La privatisation d'Edf et la multiplicité des opérateurs privés (43 au total) devaient faire baisser le prix du KWh. Il n'en est rien. Les nouveaux opérateurs visent la plus forte rentabilité possible à partir de la mise à disposition du réseau et du parc de production qui appartiennent aux collectivités territoriales (FNCCR – Fédération des Concessionnaires Collectivités et Régies).

Ces nouveaux opérateurs bénéficient, à travers l'ARNH (Accès réseau nucléaire historique), d'un ¼ de la production nucléaire depuis 2010 à un prix très avantageux de 42€ le Mg Wh. Ceci afin d'assurer leur survie, de manière artificielle, et non d'offrir les meilleurs prix et le meilleur service aux usagers.

Les 43 opérateurs n'assurent aucun service social en aval des FSL (Fonds Solidarité Logement). Le plus souvent c'est EDF qui doit reprendre la main après saisine du CCAS de la commune du foyer en difficulté. Ils ont l'obligation de promouvoir l'amélioration de l'habitat mais peinent à atteindre les objectifs visés ...

La revalorisation du chèque énergie par le gouvernement est une nécessité (jusqu'ici un foyer au revenu fiscal de 15000€ par an a droit à un chèque énergie de 63€ une fois pour l'année) mais ne saurait servir d'alibi à l'échec patent de l'ouverture à la concurrence dans le secteur de l'énergie. Le chèque énergie issu de la loi Brottes devait permettre d'éviter les drames par le recours à des chauffages de substitution. Alors qu'il est à disposition pour toutes les énergies, fioul, bois, électricité et gaz ...

Les taxes sur l'énergie contribuent fortement à renchérir son coût final pour les usagers alors qu'il s'agit d'un service de première nécessité qui permet l'hygiène, l'accès à l'éducation, au maintien de la santé, à une vie digne et décente. La précarité énergétique touche aujourd'hui 12 millions de foyers. Les usagers souffrent également d'une dégradation de la qualité de service et de l'accessibilité (fermeture de 400 boutiques EDF, notamment)

Ce que revendique INDECOSA-CGT :

Devant l'échec manifeste de l'ouverture à la concurrence du secteur de l'énergie qui contribue à la hausse des coûts pour la population et notre économie, INDECOSA-CGT appelle à un retour au monopole public du gaz et de l'électricité dans les plus brefs délais.

La transition écologique aura un prix élevé surtout pour les plus modestes. Aussi, INDECOSA CGT appelle à une remise à plat complète des tarifs et de la fiscalité de l'énergie pour rendre socialement acceptable l'indispensable transition énergétique. L'acceptabilité sociale de cette transition est une condition absolument nécessaire à sa réussite que nous appelons de nos vœux.